

Le PRÉSIDENT: Messieurs, M. Gershaw demande au Comité la permission de poser une question aux délégués; plaît-il?

Quelques DÉPUTÉS: Oui.

M. GERSHAW: Les deux questions que je veux poser pourront paraître en dehors du sujet aux yeux de quelques-uns. D'abord, j'aimerais savoir si les milliers d'instituteurs qui ont laissé l'enseignement pour entrer dans l'industrie de guerre ou dans l'armée pourront retourner à l'enseignement à la fin de leur engagement? Mon autre question est la suivante: les témoins sont-ils d'avis que la première et principale tâche des instituteurs est de permettre à chaque enfant de faire son école secondaire avant d'entrer dans tout travail professionnel? L'expérience acquise au contact des députés des Communes m'a appris que ceux qui possèdent leur école secondaire ont beaucoup plus de chance de réussir en Chambre. Il est plus facile pour eux de se maintenir s'ils possèdent à fond les matières de l'école secondaire avant de se disperser et d'entrer dans leur carrière professionnelle.

M. WILLOUGHBY: Il y a là deux questions; quelle était la première question?

M. GERSHAW: Ceux des instituteurs qui sont entrés dans l'armée ou dans l'industrie de guerre pourront-ils retourner à l'enseignement?

M. WILLOUGHBY: Une loi fédérale ne répond-elle pas à cette question?

M. GERSHAW: Je ne savais pas si la loi s'appliquait à l'enseignement.

M. WILLOUGHBY: Oui, elle s'applique, je pense, à l'enseignement; je crois que leur ancien poste sera ouvert à ces instituteurs lorsqu'ils seront libérés de l'armée. Comment le système fonctionnera dans la pratique, surtout à la campagne, je l'ignore. Sans doute surgira-t-il des difficultés.

Quant à votre seconde question; je dirais que nous sommes d'accord avec vous, d'une manière générale. Il serait idéal que chacun fasse son école secondaire et puisse approfondir les matières de l'école secondaire avant d'entrer dans une carrière professionnelle; mais sur la masse des enfants qui fréquentent nos écoles, nous en trouvons un certain pourcentage qui est incapable de profiter d'une instruction secondaire, tout en pouvant très bien profiter d'un cours professionnel et se laisser former aux métiers qui l'intéressent plus particulièrement; nous concluons donc que, pour une certaine partie des élèves, la formation professionnelle s'impose.

M. HILL: J'approuve entièrement ce que vous dites.

M. WILLOUGHBY: Avant la fin de l'école secondaire.

M. HILL: Justement. On peut faire de ces élèves des spécialistes, ou tout au moins d'excellents artisans.

M. CASTLEDEN: Avons-nous, au Canada, des techniciens qui comprennent les qualités à exiger des professeurs chargés de cette tâche de l'orientation professionnelle?

M. WILLOUGHBY: Non, absolument aucun. Voilà un point sur lequel j'insiste, et que M. Turgeon a soulevé, je pense, ce matin; l'importance et l'urgence de l'orientation professionnelle. J'ai été frappé par le fait que, en dépit du grand besoin de la formation professionnelle à l'école secondaire, dans les écoles de métiers et le reste, il n'existe pas, que je sache, au Canada, d'institution pour recevoir les aspirants, pour choisir entre les aspirants et dispenser un vrai cours technique d'orientation professionnelle. Et, à mon sens, l'une des premières mesures à prendre pour aborder ce problème de l'orientation professionnelle à l'école serait de créer quelque part, au pays, une maison ou collège de formation pour les chefs de file qui assumeront ensuite le rôle de directeurs d'orientation professionnelle dans nos écoles.

M. HILL: Dans le Nouveau-Brunswick, un plan de formation professionnelle à l'école avait été lancé dès 1910. A Saint-Jean, par exemple, des professeurs